

peut être inférieur à vingt jours à compter de la date de l'ouverture de la souscription.

Cependant, ce délai se trouve clos par anticipation dès que tous les droits de souscription à titre irréductible ont été exercés.

ARTICLE 8 - AMORTISSEMENT DE LA VALEUR NOMINALE DES ACTIONS

L'amortissement de la valeur nominale des actions et les actions partiellement ou totalement amorties obéissent aux dispositions de l'article 202 et suivant de la loi n°17/95 sur les sociétés anonymes.

ARTICLE 9 - REDUCTION DU CAPITAL

1. La réduction du capital qui consiste :

- en l'abaissement de la valeur nominale de chaque action ; ou
- en la diminution, dans la même proportion pour tous les actionnaires du nombre d'actions existantes.

Est autorisé ou décidée par l'Assemblée Générale à l'unanimité sur le rapport du ou des aux Comptes. Le projet de réduction est communiqué à ce ou ces Commissaires quarante-cinq jours au moins avant la réunion de cette Assemblée.

L'Assemblée peut déléguer tous pouvoir au Conseil d'Administration pour réaliser ladite réduction. Lorsqu'elle est réalisée, le Conseil d'Administration en dresse procès-verbal soumis aux formalités de publicité prévues par la loi et procède à la modification corrélative des statuts.

2. Si la réduction du capital n'est pas motivée par des pertes, le nombre des actions peut, sur autorisation donnée par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration, être diminué au moyen de l'annulation d'actions achetées à cet effet par la société.
3. Cette annulation doit intervenir dans le délai prévu par l'article 215 de la loi n°17/95.
4. La réduction du capital ne doit en aucun cas ni porter atteinte à l'égalité des actionnaires, ni abaisser la valeur minimale des actions en dessous du minimum légal.
5. Lorsque l'Assemblée approuve un projet de réduction du capital non motivé par des pertes, tous les créanciers dont la créance est antérieure à la date du dépôt au greffe des délibérations de l'Assemblée Générale peuvent former opposition à la réduction dans les trente jours à compter de ladite date devant le président du tribunal statuant en référé.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Toute souscription d'actions est obligatoirement accompagnée du versement intégral et immédiat du montant des actions souscrites.

ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS

1. Les actions sont obligatoirement nominatives.
2. Les droits des titulaires d'actions nominatives résultent de la seule inscription sur le registre des transferts. Ce registre, coté et paraphé par le président du tribunal, est tenu par la société au siège social et doivent y être portés, dans l'ordre chronologique, les souscriptions et les transferts desdites actions. Tout requérant, titulaire d'actions nominatives, peut en obtenir copie certifiée conforme par le président ou tout autre personne ayant reçu délégation du président à cet effet.

ARTICLE 12 - CESSION DES ACTIONS

Les cessions d'actions entre actionnaires sont libres. La cession d'actions à un tiers à quelque titre que ce soit, est soumise, à l'agrément de la société conformément aux dispositions légales en vigueur.

